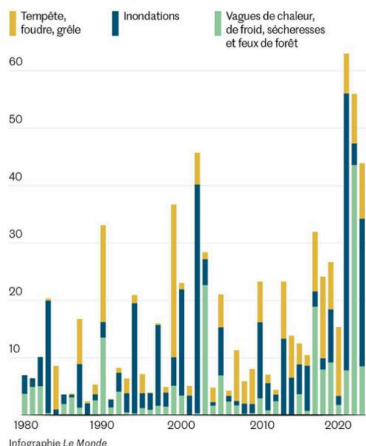
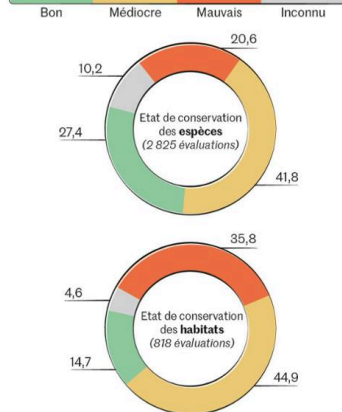


L'état dégradé de l'environnement menace l'Europe

Pertes économiques annuelles causées par des événements météorologiques et climatiques extrêmes
au sein de l'Union européenne, en milliards d'euros



Etat de conservation des espèces et des habitats protégés
au titre de la directive « habitats » de l'Union européenne, en %



Sources : Agence européenne de l'environnement ; CATDAT ; RiskLayer GmbH

Virginie Malingre

Le Monde 30.09.2025

L'Agence européenne de l'environnement s'alarme de la baisse des efforts pour préserver la nature et le climat

BRUXELLES - *bureau européen*

De Paris à Rome, en passant par Budapest ou Berlin, tous les chefs d'Etat et de gouvernement devraient lire le rapport sur l'état de l'environnement en Europe que l'Agence européenne de l'environnement (AEE) a publié lundi. A l'heure où certains sont tentés de faire une pause dans la lutte contre le réchauffement climatique et de détricoter la protection de l'environnement, le diagnostic alarmant que pose l'institution confirme l'urgence à agir. « *Ce rapport nous rappelle avec force que l'Europe doit maintenir le cap et même accélérer ses ambitions en matière de climat et d'environnement* », commente la vice-présidente de la Commission, l'Espagnole Teresa Ribera.

Tous les cinq ans, l'agence européenne se livre à cet exercice, et le résultat 2025 montre une Europe qui protège mal sa nature et qui, malgré ses efforts pour lutter contre le réchauffement climatique, en subit de plein fouet les effets. « *Des progrès significatifs ont été réalisés dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution atmosphérique, mais l'état général de l'environnement n'est pas bon, en particulier celui de la nature, qui continue d'être confrontée à la dégradation, à la surexploitation et à la perte de biodiversité* », écrit-elle.

Canicules plus fréquentes

Plus de 60 % des espèces et 80 % des habitats naturels en Europe sont dégradés, l'eau manque de plus en plus et tout laisse à penser que la situation va se détériorer. D'autant que le réchauffement climatique, deux fois plus rapide sur le Vieux Continent qu'ailleurs, accentue ces phénomènes.

De ce fait, les catastrophes naturelles se multiplient. Les canicules sont de plus en plus fréquentes et, rappelle l'AEE, « *on estime à plus de 70 000 le nombre de morts en Europe liées à la chaleur en 2022* ». Les inondations sont également plus nombreuses, alors que 12 % de la population européenne, 11 % des établissements de santé et 15 % des installations industrielles sont installés en zone inondable.

« *Les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes ont causé des pertes d'actifs estimées à 738 milliards d'euros dans les 27 Etats membres de l'UE entre 1980 et 2023, dont plus de 162 milliards d'euros pour la seule période 2021-2023* », insistent les experts. Une accélération d'autant plus dommageable que les compagnies d'assurances offrent une faible couverture de ces risques.

Quant à la pollution, elle continue de tuer, malgré des efforts indéniables. « *Les politiques européennes pour améliorer la qualité de l'air ont sauvé des vies, avec une baisse de 45 % des morts prématurées liées aux particules*

finies entre 2005 et 2022 », assure l'AEE. Mais, poursuit-elle, « 10 % des morts prématurées en Europe sont dues à l'exposition à la pollution de l'air, de l'eau et des sols, au bruit et aux produits chimiques nocifs ».

« La dégradation de notre environnement naturel met en péril le mode de vie européen », prévient l'agence. Elle menace la souveraineté alimentaire et hydrique du continent ainsi que « [sa] stabilité financière », affirme-t-elle, regrettant que les gouvernements ne fassent pas grand-chose pour s'adapter à cette nouvelle donne.

Il est, toutefois, un domaine où les Vingt-Sept sont à la pointe du combat : la lutte contre le réchauffement climatique, qu'ils ont mise en musique avec le pacte vert. L'AEE s'attend à ce que, conformément aux objectifs qu'ils se sont fixés, leurs émissions de CO₂ soient en baisse, en 2030, de 55 % (par rapport à 1990). En 2023, elles avaient déjà reculé de 37 %.

Les Européens ont déjà fait beaucoup en matière d'énergie, puisque, entre 2005 et 2023, la part des renouvelables a doublé, pour représenter 24 % de la consommation, et les émissions carbone du secteur ont été réduites de moitié. L'industrie et le bâtiment, aussi, ont contribué à cette amélioration, même s'ils restent de gros émetteurs. En revanche, l'agriculture et les transports sont largement à la traîne, avec une baisse modeste des émissions entre 2005 et 2023, de 7 % pour la première et de 6 % pour les seconds.

Détricotage de certains textes

Les défilés de tracteurs en Europe, à l'hiver 2024, ont mis fin aux rares projets de mettre les agriculteurs à contribution. L'UE s'évertue désormais à desserrer les contraintes environnementales qui pèsent sur eux et il y a peu de chances que le mouvement s'inverse. Quant aux transports, il s'agit avant tout des voitures particulières et aucun dirigeant européen ne veut prendre le risque de fâcher les conducteurs et de voir s'installer un mouvement comme celui des « gilets jaunes » en France, fin 2018.

Depuis deux ans, les Européens sont de plus en plus réticents à poursuivre leurs efforts. La guerre en Ukraine, le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, l'offensive de Pékin pour gagner des marchés et le décrochage économique de l'UE, sur fond de montée des extrêmes droites, occupent l'essentiel de leur énergie politique. Au nom de la compétitivité et de la simplification, l'Union s'est engagée, ces derniers mois, dans le détricotage de certains textes, comme celui sur le devoir de vigilance des entreprises. Dans cette logique, et peut-être pour satisfaire aux exigences de Donald Trump, elle a repoussé l'entrée en vigueur d'autres législations, comme celle contre la déforestation. L'exécutif communautaire est aussi sous pression pour revenir sur une loi emblématique du pacte vert : l'interdiction de la mise sur le marché de voitures à moteur thermique en 2035.

Surtout, les Vingt-Sept, qui ont signé l'accord de Paris et se sont engagés à atteindre la neutralité carbone en 2050, ne sont toujours pas parvenus à s'entendre sur un objectif de réduction des émissions de CO₂ pour 2040. Le 24 septembre, ils sont arrivés au sommet des Nations unies sur l'action climatique les mains vides, sans la cible 2035 qu'ils devaient présenter à quelques semaines de la COP30 au Brésil. *« Je tiens à vous assurer que l'Europe maintiendra le cap sur ses ambitions climatiques »,* a alors promis Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission.